



« On ne devient pas prof pour l'argent... » regards de candidats aux concours sur un métier qui peine à séduire

A quelques jours du premier tour de la présidentielle, des étudiants passent les concours de l'enseignement. Ils expliquent leurs motivations et leurs doutes. Pourquoi devenir enseignant, aujourd'hui ? Cette question, provocatrice, de nombreux enseignants en poste n'hésitent pas à la poser. Manque d'attractivité salariale, manque de considération, conditions de travail... La liste de leurs doléances est souvent longue, écho aux difficultés que rencontre, depuis des années, le métier pour recruter.

Cette réalité, depuis plusieurs mois, a trouvé une prolongation dans la campagne présidentielle. Plusieurs candidats, pour répondre aux aspirations de l'électorat enseignant, assurent vouloir desserrer les cordons de la bourse. Anne Hidalgo (Parti socialiste, PS) a promis de doubler le salaire des professeurs, Yannick Jadot (Europe Ecologie-Les Verts, EELV) propose une augmentation de 20 %, Marine Le Pen (Rassemblement national, RN) de 15 % en cinq ans. D'autres promeuvent des revalorisations liées à des contreparties (un « nouveau pacte » avec de nouvelles missions pour Emmanuel Macron, une rémunération au mérite pour Eric Zemmour...).

A quelques jours du premier tour, Le Monde est allé interroger les candidats aux concours de l'enseignement pour sonder leurs motivations et voir avec quel regard ils observent les débats politiques. Avec la réforme de la formation des enseignants en cours qui fait passer le concours de fin de première année de master à la fin de la deuxième année, la plupart des candidats le tentent pour la deuxième fois.

L'attractivité pour les classes populaires

Combien sont-ils cette année ? Difficile à dire. Le ministère de l'éducation nationale n'a pas encore rendu publiques ces statistiques. La FSU s'en est insurgée fin mars dans un courrier adressé aux ministres de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, et de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. « Alors qu'habituellement leur nombre est publié au plus tard début décembre, cette année, il reste confidentiel », pointe la missive. Dans les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation, ces instituts qui forment les futurs enseignants, tous prévoient une nouvelle baisse du nombre de candidatures à cause d'un « vivier réduit »

Quand on les interroge sur leurs motivations à devenir enseignant, les étudiants qui viennent de passer les écrits du capes, se disent convaincus de leurs choix. Florian Barne, en histoire-géographie dans le Pas-de-Calais, apprécie le contact avec les élèves et d'avoir « un rôle moteur » dans leur parcours. Valentine (qui ne souhaite pas, comme d'autres, donner son nom de famille), en mathématiques dans le Pas-de-Calais, a elle été « subjuguée » par sa maîtresse de CM2 et par « tout ce qu'elle arrivait à faire en classe ». Marie Tromeur, en anglais à Nantes, veut transmettre sa passion pour sa discipline, quand Mathilde a envie d'« éduquer les enfants de demain ». Elle passe cette semaine les écrits du concours de professeur des écoles en Bourgogne.

Professeur en sciences de l'éducation à l'université Rennes-II, Pierre Périer analyse les aspirations des futurs enseignants et constate, en dépit de l'image progressivement dégradée du métier, une relative stabilité depuis une trentaine d'années. « La polyvalence des disciplines et le contact avec les enfants motivent les futurs professeurs des écoles quand l'attrait d'une matière en particulier et les relations avec un public adolescent intéressent plus particulièrement les futurs enseignants du second degré », note-t-il.

L'attractivité pour le statut d'enseignant, autre motivation, ne séduit cependant plus les mêmes personnes, d'un point de vue social. Ainsi, 60 % des étudiants des classes populaires considèrent que devenir enseignant permet une mobilité sociale ascendante. Mais seulement 24 % des étudiants issus des classes moyennes et 1 % de ceux issus des classes supérieures partagent ce sentiment, selon les travaux de M. Périer. « La sécurité de l'emploi reste un argument pour les classes populaires », constate-t-il.

« Ce que je fais a beaucoup plus de sens »

Par le biais de leurs stages ou de jobs étudiants dans les établissements scolaires, les candidats sont tous déjà bien au courant des réalités du métier, mais aussi de sa réputation. Marie Tromeur a entendu toute son enfance ses proches dire que les enseignants étaient souvent absents, qu'ils avaient trop de vacances... « Maintenant je comprends pourquoi les enseignants peuvent se plaindre. La pression est forte. Les parents, les élèves, la hiérarchie attendent beaucoup. Les vacances, on en a besoin, surtout qu'on en passe une partie à travailler »,





estime-t-elle. Si les enseignants chevronnés sont bienveillants avec leurs futurs collègues, ils se montrent aussi parfois perplexes. « Des enseignants m'ont déjà demandé si j'étais sûre de vouloir faire ce métier, si j'étais bien consciente de ses réalités », se remémore Marie.

Et le salaire, alors ? « On sait qu'on ne devient pas prof pour l'argent », affirment ces candidats, de manière unanime. La rémunération des enseignants, en début de carrière particulièrement, a décroché ces dernières décennies. Elle correspondait à 2,3 fois le smic en 1980, contre 1,2 en 2020.

Chems Bellaza, qui tente le capes de mathématiques à Marseille, avoue avoir beaucoup hésité avant de se lancer dans les concours. Avec son bac + 5 en mathématiques, il pourrait obtenir un salaire bien plus élevé dans le privé. « Même si je gagne moins que dans une entreprise, ce que je fais a beaucoup plus de sens. Je me sens utile », raconte-t-il. A l'autre bout de la France, Florian Barne commence à s'inquiéter de l'inflation : « Les prix de l'essence et de l'alimentation augmentent. Mes camarades de promotion qui ont réussi le concours l'année dernière sont rémunérés en tant qu'enseignant stagiaire 1 450 euros net par mois sans les primes. C'est peu pour les efforts demandés. Ils ont quand même réussi un concours ! »

Tiffany est enseignante stagiaire cette année. Après avoir réussi son concours en Bourgogne, elle passe son année de stage à Aix-en-Provence et l'année prochaine, pour sa première année en tant que titulaire, elle est nommée dans l'académie de Versailles. Si elle a toujours voulu enseigner, ces conditions d'entrée dans le métier lui pèsent : « On ne peut pas choisir où on va vivre. On est comme un pion qu'il faut bouger. » Son loyer représente déjà 60 % de son salaire et elle craint que cette proportion augmente avec son déménagement en région parisienne. « Je n'arrive pas à économiser », regrette-t-elle.

L'avenir des contractuels

Face au concours, aux conditions d'entrée dans la profession et à la réalité du métier en lui-même, tous les étudiants interrogés ont déjà vu des camarades de promotion jeter l'éponge. L'une des plus proches amies de Marie a abandonné : trop de pression et comprendre qu'elle commencerait obligatoirement sa carrière en région parisienne a fini de la décourager. « Même si j'ai envie de m'accrocher parce que le contact avec les élèves m'apporte énormément, j'étais en accord avec tous les arguments de mon amie », reconnaît l'étudiante.

Qu'attendent ces aspirants enseignants des candidats à l'élection présidentielle ? Des bruits de la campagne leur sont parvenus pendant leurs révisions. Les propositions d'Emmanuel Macron sont celles qui font le plus parler dans les salles de classe, parfois de manière erronée. Certains pensent que le président candidat veut supprimer le capes, alors que cela ne figure pas dans son programme. A quelques jours du premier tour, l'indécision règne mais tous affirment qu'ils iront voter. Si la question salariale est importante, elle n'est pas un critère décisif de choix pour ces étudiants. Les conditions de travail prennent le dessus. « Enseigner dans des classes de 35 élèves, c'est tout de même compliqué. Même si on le souhaite, on n'arrive pas à aider tout le monde », constate Tiffany depuis septembre.

Une inquiétude sur la pérennité du statut de fonctionnaire commence à poindre chez certains. S'ils échouent au concours, il est vrai, les candidats auront la solution de devenir professeur contractuel. Alors ils se projettent. « Toutes les propositions que l'on peut entendre interrogent. On se demande ce que va devenir le métier au fil du temps. Est-ce qu'un jour il n'y aura plus que des contractuels ? », se demande Valentine. Pour Marie Tromeur, « les candidats ne parlent pas assez des contractuels dans les programmes. On ne peut pas être contractuel toute sa vie. Il faudrait pouvoir réfléchir à les titulariser à un moment donné »

Florian Barne relève également ce paradoxe : « On manque d'enseignants titulaires alors on recrute de plus en plus de contractuels. » Il s'interroge en parallèle sur son avenir : « Mes parents, qui n'ont pas fait d'études, m'ont toujours dit : travaille bien à l'école et tu auras un beau métier. Mais, si j'échoue au concours, je me retrouverai sans emploi. »

